

# LUXEMBOURG



**Intervention de**

**S.E.M. Jean Asselborn**  
**Vice-Premier Ministre**  
**Ministre des Affaires Etrangères**  
**et de l'Immigration**  
**du Grand-Duché de Luxembourg**

**Réunion de haut niveau sur les objectifs du Millénaire**  
**pour le développement**  
**« Table ronde sur la pauvreté et la faim »**

*New York, le 25 septembre 2008*

Seul le discours prononcé fait foi

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs,

Il est incontestable que d'ici 2015 des efforts supplémentaires, d'importants efforts supplémentaires, devront être réalisés par nous tous pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, mais ne perdons pas non plus de vue que des progrès considérables ont d'ores et déjà été réalisés, notamment en ce qui concerne l'appropriation nationale du développement par les pays bénéficiaires, la mise à contribution accrue des capacités nationales, le recours plus systématique à des approches axées sur les programmes, la prévisibilité des flux de l'aide, une aide publique au développement (APD) davantage axée sur la performance et les résultats ainsi qu'une influence croissante des acteurs non étatiques tels que les fondations privées, les ONG internationales et les nouveaux donateurs bilatéraux.

Ces avancées, surtout celles en matière de qualité de l'aide, viennent d'être confirmées et renforcées dans le Programme d'Action d'Accra sur l'Efficacité de l'Aide au Développement. La Conférence internationale de suivi sur le financement du développement à Doha, sera l'occasion pour nous, de confirmer notamment les engagements en termes de quantité de l'aide et de renforcer le partenariat mondial pour le développement à l'appui des OMD.

La coopération luxembourgeoise est axée sur l'éradication de la pauvreté et le développement durable. La sécurité alimentaire et l'agriculture dans les pays en développement sont des sujets auxquels nous nous consacrons depuis des années, notamment en mettant l'accent sur le développement local intégré, une composante clé de tous nos programmes de coopération.

La position du Gouvernement luxembourgeois face à la lutte contre la faim a été résumée par mon collègue, le Ministre de la Coopération au Développement et de l'Action Humanitaire, Jean-Louis Schiltz, lors du Sommet sur la crise alimentaire organisé par la FAO en juin dernier à Rome:

- Il faut investir de manière concrète, multifonctionnelle et durable dans l'agriculture des pays en développement en accordant la priorité à la sécurité alimentaire. Un rôle clé revient dans ce contexte à la biodiversité ;
- Il faut reconnaître à chaque région du monde le droit d'organiser son agriculture comme elle l'entend - c'est une question de sécurité alimentaire, mais c'est aussi une question de souveraineté alimentaire ;
- Il faut relancer et mener à bien les négociations du cycle de Doha, dans l'intérêt du développement et mettre en œuvre les engagements déjà pris, notamment ceux pris à Hong Kong en 2005 en matière d'éliminations des subventions à l'exportation d'ici 2013 ;
- Il faut fermement dénoncer et agir contre la spéculation boursière sur les produits agricoles de base ;
- Il nous faut réexaminer et rééquilibrer notre approche en matière de biocarburants. Dans l'absolu, les besoins en alimentation devront toujours primer sur les besoins en carburant ;
- Il faut rapprocher les enjeux du changement climatique et ceux de la lutte contre la pauvreté.

La mise en œuvre de ces six mesures par nous tous serait un grand pas en avant - un pas réel et durable - dans la lutte contre la pauvreté et la faim dans le monde.

Les dix pays partenaires de la coopération luxembourgeoise, en particulier nos cinq partenaires d'Afrique de l'Ouest, figurent parmi les pays les plus touchés par la hausse des prix des denrées alimentaires. Par conséquent, il a été décidé en avril dernier d'augmenter d'au moins 50% les contributions directement liées à l'aide alimentaire dans ces cinq pays encore au cours de l'année 2008. Cette décision a été mise en œuvre avant la fin de l'été – les contributions à l'aide alimentaire sont passées de 5 millions d'euro à plus de 7 millions et demi. Un accent a été mis sur les programmes de repas scolaires ainsi que sur les programmes d'appui aux structures nationales chargées de la distribution de semences et d'intrants.

Monsieur le Président,

Le Luxembourg va poursuivre ses efforts en vue d'un plein respect des engagements auxquels la communauté internationale a souscrit lors du Sommet du Millénaire, que ce soit au niveau national, au niveau européen ou au niveau international. Il en va de notre avenir commun.